

IMPRIMATUR

JOURNAL DE L'INSTITUT DE JOURNALISME BORDEAUX AQUITAINE GRATUIT

16 janvier 2020 # 722

MUNICIPALES

Que la campagne est verte !

Bordeaux a tourné la page Alain Juppé. Son opposant historique, Vincent Feltesse, a récemment jeté l'éponge. Le maire sortant Nicolas Florian (LR), Pierre Hurmic (EELV) et Thomas Cazenave (LREM)⁽¹⁾ forment un trio inédit dans lequel s'invite la question de l'écologie.

© Jordan Dutruieux

À deux mois des municipales, le constat est clair : les principaux prétendants au Palais Rohan se sont mis au vert. Nicolas Florian (LR), Pierre Hurmic (Bordeaux Respire - EELV) et Thomas Cazenave (Renouveau Bordeaux-LREM) ont en effet placé l'écologie au cœur de leur programme.

Comme son mentor Alain Juppé, Nicolas Florian a choisi le cadre du Théâtre Femina pour présenter mardi soir les grandes lignes de son projet pour les municipales. Comme son prédécesseur, il a fait appel à des contributions émanant de la société civile pour construire sa profession de foi. Contrairement à Alain Juppé en 2014, Nicolas Florian a fait la part belle à l'écologie, reléguant la sécurité et le logement au second plan. Le maire sortant emboîte ainsi le pas de ses deux principaux adversaires. Cela ne doit rien au hasard. D'après un sondage *Elabe / La Tribune* paru en octobre dernier, 44% des Bordelais placent la protection de

l'environnement en tête de leurs préoccupations.

L'année 2019 a également été marquée par les nombreuses marches pour le climat et par le succès du parti Europe Écologie Les Verts lors des élections européennes, arrivé en troisième position. Il n'y a rien d'étonnant donc à voir les trois candidats focaliser leur campagne sur le défi environnemental. À en croire le dernier sondage paru dans *Sud Ouest* en décembre dernier, le candidat écolo Pierre Hurmic semble en bonne position pour affronter le maire LR au second tour.

Des programmes plus verts
Par bien des aspects, les premières propositions de Nicolas Florian s'alignent sur celles des deux autres candidats. Thomas Cazenave veut doubler le nombre d'espaces verts d'ici 2030 notamment en végétalisant l'esplanade des Quinconces. Nicolas Florian a annoncé de son côté le Plan Canopée et la plantation de 25 000 arbres ainsi que la création

de rues végétalisées et d'îlots de fraîcheur. Une proposition qui se retrouve aussi dans le programme de Pierre Hurmic. La tête de liste de Bordeaux Respire et Nicolas Florian se rejoignent aussi sur le zéro déchet. Le maire actuel y aspire d'ici 2026, l'écologiste ne fixe pas d'échéance.

Autre grande thématique : les mobilités douces. Le candidat LREM souhaite faire de Bordeaux la première métropole du vélo en France grâce à un réseau cyclable de 200 km. Même ambition pour Nicolas Florian qui désire créer des voies dédiées et sécurisées afin d'accéder au centre-ville depuis les barrières de Toulouse, du Médoc et de Bègles. Quant à Pierre Hurmic, il veut réserver 50 % de l'espace urbain à ces types de mobilités.

Des points de divergence
Côté logement, le maire sortant a annoncé son souhait d'intégrer la biodiversité dans le futur plan local d'urbanisme. Mesure phare : l'inscription dans le PLU de l'obligation d'utiliser une partie de matériaux

recyclés dans les futures opérations d'aménagement. Rien de précis pour l'heure, le programme de Nicolas Florian ne sera publié qu'à la fin du mois. Pierre Hurmic propose quant à lui l'exonération temporaire de la taxe foncière pour « les propriétaires qui réalisent des travaux d'économie d'énergie dans leur logement ». Les deux autres candidats jouent aussi la bataille des chiffres : 200 millions d'euros investis dans un plan vélo pour le candidat de LREM, bien loin des 550 millions annoncés par Pierre Hurmic.

2019 a marqué un tournant pour la capitale girondine, celui de la transition Juppé, après 21 ans passés au Palais Rohan. Les municipales de 2020 seront peut être celles de la transition écologique.

Timothée Croisan-Cecina [@Timot_Cecina](#)
Jordan Dutruieux [@JLKNL38](#)

(1) Les autres candidats déclarés sont Bruno Palutau (Rassemblement National), Bordeaux Debout (soutenu par la France Insoumise), Pascal Jarry, candidat de la société civile et Gilles Garçon de l'Union Populaire Républicaine.

ET AUSSI

COUPE DE FRANCE DE FOOT : PAU DÉFIE BORDEAUX

UNE COLLECTE CONTRE LA PRECARITE MENSTRUELLE

PARACETAMOL : LA VENTE LIBRE, C'EST FINI

ALCOOL : LA NOUVELLE-AQUITAINE DANS LE ROUGE

POINT GRÈVE

Nouvelle manifestation intersyndicale aujourd'hui

Dans le cadre de la mobilisation contre la réforme des retraites, une nouvelle manifestation aura lieu aujourd'hui à Bordeaux. Le point de départ est fixé place de la République à 11h30. Contournant le centre-ville, la marche devrait prendre fin à 15h30, place de la Victoire.

Le site Enedis de Floirac encore bloqué

Entamé mardi matin, le blocage du site d'approvisionnement de matériel de chantier d'Enedis et de GRDF à Floirac s'est poursuivi hier. *France Info* rapporte qu'environ vingt manifestants étaient sur place pour assurer le déroulé de cette opération.

Une vingtaine de médecins démissionnaires à Bordeaux

Selon nos informations, une vingtaine de médecins bordelais se sont engagés, mardi, à démissionner de leurs fonctions administratives en l'absence de négociations "réelles" sur le budget de l'hôpital et les salaires. Un mouvement national de contestation des médecins hospitaliers, suivi par plus de 1 100 personnes.

L'amélioration du trafic ferroviaire se poursuit

La circulation des trains continuera à s'améliorer aujourd'hui, selon la SNCF. 80 % des TGV et TER et trois Intercités sur cinq devraient circuler. Sur l'axe Atlantique, le trafic est annoncé comme étant « quasi normal ».

Avant de voter, on fait le bilan

Face à un candidat écologiste qui le talonne dans les sondages, Nicolas Florian peut-il compter sur le bilan de la majorité sortante en matière environnementale pour tirer son épingle du jeu ?



© Théo Abarrategui

Depuis la mise en place de son interdiction aux voitures en 2017, le Pont de pierre est devenu le symbole d'un urbanisme que Bordeaux souhaite plus durable. Il fait à présent la part belle aux vélos, qui représentent aujourd'hui, d'après une étude de Bordeaux-Métropole, 13 % des modes de transport utilisés au sein de la ville, contre 8 % il y a dix ans. Mais Bordeaux peut mieux faire. Elle a été classée 6^e sur 12 métropoles françaises en matière de lutte contre la pollution de l'air, dans une enquête de Greenpeace et du Réseau Action Climat publiée en décembre. Les ONG déplorent notamment l'absence d'une zone urbaine à faibles émissions (ZFE) dont l'accès serait réservé aux véhicules les moins polluants⁽¹⁾.

Marronniers municipaux

Quant à la biodiversité, c'est un sujet épineux. Les 17 marronniers abattus dans le cadre des travaux de rénovation de la place Gambetta en novembre 2018 ont laissé un goût amer aux défenseurs de l'environnement. Un an après, une manifestation a eu lieu pour exiger une meilleure prise en compte de la nature dans les décisions municipales. La question de l'aménagement du site de La Jallère a aussi suscité de vifs débats. L'abandon, en septembre dernier, du projet de construction de 2000 logements sur ce terrain du nord de la ville, a été une victoire pour les associations écologistes. Mais la mairie n'a pas donné suite au rêve de celles-ci d'en faire une « forêt urbaine ».

Des chiffres en demi-teinte

Enfin, les chiffres de la transition énergétique dévoilés lors du dernier conseil municipal, le 20 novembre, sont mitigés. Depuis le début de l'actuelle mandature en 2014, la consommation d'énergie à Bordeaux n'a cessé de croître. Et la baisse de 1 % par an des émissions de gaz à effet de serre, dont la majorité se félicite, n'est pas au goût de l'opposition EELV, soucieuse d'atteindre un objectif de 2,5 %. Quelle que soit la prochaine majorité au Palais Rohan, elle aura encore du pain sur la planche.

Théo Abarrategui [@ThoAbarrategui](#)

(1) Une étude commandée par la Métropole sur la création d'une ZFE a été publiée en mai 2019 mais n'a pas connu d'avancée depuis

L'écologie en dehors des partis

La question de l'environnement est aussi prise à bras le corps par des associations et même des commerces.

Les initiatives écologiques à Bordeaux ne manquent pas. Située rue Tauzin, la Maison de la Nature et de l'Environnement (MNE) regroupe 54 associations et collectifs de protection qui agissent pour un avenir plus vert. Ce type de structure, qui existe déjà ailleurs, présente l'avantage de pouvoir créer des projets communs, comme l'explique Quentin Geraud, volontaire en service civique à la Maison de la Nature et de l'Environnement. « *Dernièrement, plusieurs associations ont collaboré ensemble sur un projet autour du zéro déchet* ». Les champs de compétences sont vastes : climat, énergie, déchets, mobilités alternatives, biodiversité...

Hébergée au sein de la MNE, l'association e-graine éduque à la « *citoyenneté mondiale* ». Sa spécificité ? Recourir à la pédagogie active pendant ses ateliers pratiques. « *Quand on fait un atelier de confection de lessive maison*, précise Gaëlle Delignette, chargée de projet, *notre but c'est aussi bien de transmettre un savoir que de réfléchir à pourquoi c'est intéressant de la fabriquer soi-même. Pour certains, ce sera pour des raisons économiques, d'autres environnementales ou encore pour des questions de santé* ». En 2018, 47 actions éducatives ont été menées par e-graine, permettant de sensibiliser 1 300 personnes. La prochaine aura lieu le 14 février. L'association organise une déambulation dans les rues du centre-ville de Bordeaux

pour alerter les habitants sur l'impact environnemental de la culture des roses.

« Une goutte d'eau »

Lui n'a pas attendu le jour de la Saint Valentin pour le faire. Dominique Jean-Jacques est le gérant de la boutique de fleurs Marguerite à Bordeaux spécialisée dans la vente de fleurs locales et de saison. Un choix à rebours de la majorité des fleuristes français qui vendent de la marchandise importée des Pays-Bas. Envers ses clients, il fait preuve de pédagogie pour expliquer la différence entre fleurs locales et fleurs étrangères. Son engagement écologique est avant tout personnel : « *Je le fais pour ma conscience. C'est peut-être une goutte*

eau mais c'est le geste que je fais pour la planète ».

À l'approche des municipales, Dominique Jean-Jacques ne s'attend pas à des miracles. « *Ce n'est pas toujours aux politiques de trouver des solutions à tout* ». Pour le fleuriste, un long chemin reste à faire pour sensibiliser les Bordelais à la question environnementale. La MNE, elle, tente d'assurer le relais du Pacte pour la Transition auprès des candidats aux municipales. Élaboré par un collectif d'organisations, d'experts et de citoyens, le texte comporte des mesures concrètes à appliquer à l'échelon local. Jusqu'ici, la MNE n'a pas été démarchée par les candidats aux municipales.

Oriane CUENOUD [@OrianeCuenoud](#)



© Oriane Cuenoud

Emballages biodégradables, produits ménagers faits maison, Dominique Jean-Jacques cultive l'écologie jusque dans sa boutique.

Elles se mobilisent contre la précarité menstruelle

Mardi et mercredi, à Sciences Po Bordeaux, les associations Recup'solidaire et Sexprimons-nous ont collecté des protections hygiéniques pour les femmes sans-abris. Des produits de première nécessité, mais encore trop chers.



© Pauline Achard

Mathilde et Camille, co-présidentes de Recup'solidaire, à leur collecte de protections hygiéniques à Sciences Po Bordeaux.

Après ses collectes de vêtements et de nourriture, l'association étudiante Recup'Solidaire (1) s'implique pour une cause moins visible : la précarité menstruelle. Aujourd'hui, en France, 1,7 million de femmes n'ont pas assez d'argent pour se payer de protections hygiéniques. Dans une ambiance de camaraderie, cinq bénévoles de Sciences Po sont installées à l'entrée du bâtiment. Elles y accueillent des dons de tampons et de serviettes périodiques. Selon la quantité de produits récoltés, l'association fondée par huit étudiantes de troisième année choisira l'organisme auquel ils seront reversés. « Chaque opération est l'occasion de mettre en place un partenariat ponctuel avec une structure qui a besoin de ressources », expliquent Mathilde et Camille, 20 ans, co-présidentes de Recup'Solidaire. À Bordeaux, le Samu social a recensé 3 500 SDF parmi lesquelles de nombreuses femmes.

Le prix des règles

« Les distributions sont des moments

forts mais surtout humains », explique Mathilde, qui participe régulièrement à des maraudes organisées par leur partenaire Robin des rues. « Le réseau associatif bordelais est très riche, de nombreux collectifs distribuent des produits de première nécessité aux sans-abris », se réjouissent les étudiantes. Pourtant les protections hygiéniques en font rarement partie. Aujourd'hui, elles ne sont pas reconnues comme des produits de première nécessité. D'ailleurs, jusqu'en juillet 2016, les serviettes et tampons étaient encore taxés à 20 %, autant que les produits de luxe, et bien que la TVA ait été réduite à 5,5 %, leur coût reste un réel facteur d'inégalité. Dans la rue, les femmes sont ainsi non-seulement plus vulnérables face aux agressions sexuelles mais doivent aussi trouver des solutions chaque mois au moment de leurs règles. En France aujourd'hui, les femmes doivent déboursier entre deux et cinq euros pour un paquet de tampons ou de serviettes hygiéniques.

Les étudiantes de Sciences Po Bordeaux, membres de Recup'Solidaire et Sexprimons, une association féministe, se sont logiquement

emparé du sujet. Si l'école est connue pour son paysage associatif fourni, des étudiantes ont souvent regretté un manque de structure à vocation sociale. Elles ont donc souhaité imposer Recup'Solidaire parmi les 80 associations que compte l'Institut. « C'est une façon d'agir concrètement, à l'échelle de Bordeaux », explique Camille. Sa co-présidente envisage l'association comme lien entre des personnes souhaitant s'impliquer, et les associations qui ont souvent besoin de ressources. En s'associant au collectif Sexprimons-nous, elles espéraient faciliter le travail d'associations en manque de protections hygiéniques et ainsi redonner de la visibilité à des problèmes trop tabous : les règles et la précarité. Après seulement un jour de collecte, les associations sont parvenues à récolter deux grands sacs de tampons et de serviettes.

Pauline Achard @PaulineAchard

(1) Recup'Solidaire : Association engagée de Sciences Po Bordeaux créée en septembre 2019 pour venir en aide aux personnes dans le besoin.
Mail: recupsolidairespbx@gmail.com
Facebook: Recup'Solidaire
Instagram: recupsolidairespbx



© Pau FC

Pau n'a pas peur de Bordeaux

Pau reçoit ce soir en 16^{es} de finale de la Coupe de France les Girondins de Bordeaux pour un derby aquitain inédit. Pensionnaires de troisième division, les Béarnais sont en quête de légitimité.

Ne lui parlez surtout pas de revanche. Mamadou Kamissoko, actuel joueur du Pau FC, se réjouit à l'idée de retrouver Bordeaux en 16^{es} de finale de la Coupe de France. À 26 ans, il y voit un « joli clin d'œil » à son parcours, débuté il y a plus de dix ans dans le centre de formation girondin où il a gravi toutes les étapes avant d'échouer aux portes du monde professionnel. Une désillusion pour le défenseur qui conserve pourtant un souvenir affectueux de son passage au Haillan. « C'est un club qui m'a construit en tant que joueur et en tant qu'homme grâce à un encadrement de grande qualité ».

Devenu professionnel en 2017 à Lorient, le joueur a connu un long chemin de croix. Passé par le Red Star en National puis revenu dans la région à Bergerac (au cinquième échelon du football français), il a été prêté cette saison à Pau par le club breton. Un retour au niveau amateur qui illustre la difficulté à s'imposer durablement au haut niveau. « On veut montrer que l'on peut viser encore plus haut », affirme Mamadou Kamissoko.

Bayonne, un exploit référence

C'est dans une atmosphère sereine que les Béarnais se dirigent vers ce choc. « Rien n'a changé dans notre préparation d'avant-match, même dans l'approche tactique c'est comme si on jouait contre une équipe de National », assure Damon Bansais, capitaine de Pau, presque « déçu » de s'opposer aux Girondins. « On est tous pressés de jouer un match de gala contre une équipe de Ligue 1, mais on rêvait de se confronter à Paris ou Marseille »,

reconnait-il. Derrière ce discours, l'ambition est pourtant bien réelle pour le club qui rêve d'imiter les joueurs de Bayonne, tombeurs de Bordeaux en janvier 2004 au même stade de la compétition. Les amateurs avaient éliminé les Marine et Blanc en prolongations dans ce qui reste encore comme la seule confrontation officielle entre les Girondins et un club de la région.

Les mauvais résultats bordelais ont de quoi motiver les Palois. Après une première partie de saison prometteuse, la machine s'est enrayée pour les hommes de Paulo Sousa qui restent sur quatre défaites consécutives en championnat. À la lutte pour l'accession en Ligue 2, Pau entend en profiter. « On n'a aucun complexe d'infériorité, on pense clairement avoir nos chances de se qualifier pour rencontrer une nouvelle équipe de Ligue 1 au prochain tour », clame Damon Bansais. D'autant que les joueurs amateurs possèdent là une occasion en or pour renouer avec l'histoire d'amour entretenue par le Pau FC avec la Coupe de France dans les années 1990, lorsque le club s'était hissé en huitièmes de finale à trois reprises.

À quelques heures du coup d'envoi, le capitaine ne s'interdit aucun rêve. « J'imagine un but exceptionnel à la 93^e minute pour nous offrir la victoire, un ciseau au point de penalty... Je pense que ce serait le scénario idéal ». Il faudra au moins cela pour offrir une soirée inoubliable aux 18 000 supporters du stade du Hameau.

Alexis Czaja @CzjAlexis

Pau FC-FCGB
Ce soir 20h45
Stade du Hameau, Pau

Alcool : la Nouvelle-Aquitaine dans le rouge

Un rapport de Santé Publique France place la région en deuxième position du palmarès de la consommation d'alcool. Entre prévention de l'alcoolisme et poids de la filière viti-vinicole, le Sud-Ouest doit faire le grand écart.

La coupe est pleine en Nouvelle-Aquitaine. Après l'Occitanie, le Sud-Ouest se range à la deuxième place des régions françaises où la proportion de gens qui boivent de l'alcool quotidiennement est la plus forte. En plein Mois sans alcool, le rapport de Santé Publique France retient plus particulièrement. Et les chiffres sont éloquent. Avec 12,3 % de consommateurs quotidiens en 2017, Bordeaux et sa région se retrouvent au-dessus de la moyenne nationale (10 %). Le vin, évidemment, arrive en tête des alcools les plus consommés. 34,8 % des Néo-aquitains en boivent chaque semaine. Le Bordelais Jean-Michel Delile, président de Fédération Addictions, est un des initiateurs du Dry January, ce phénomène venu du Royaume-Uni qui consiste à stopper sa consommation d'alcool pendant un mois : « L'idée n'est pas d'interdire aux gens de boire. C'est plutôt l'occasion de se poser des questions sur sa consommation d'alcool ». Le spécialiste met également en avant des actions locales, comme le Hangover Café à Bordeaux : « C'est un bus itinérant qui va à la rencontre des jeunes, sur les lieux festifs. L'équipe fait de la prévention, mais peut aussi aider médicalement les personnes fortement alcoolisées ».

Un lobby puissant

Si de nombreuses associations défendent l'initiative du Mois sans alcool, les autorités publiques ne suivent pas. Emmanuel Macron a déclaré, en novembre dernier lors d'un

déplacement en Champagne, ne pas « vouloir interdire la consommation d'alcool de façon formelle dans le cas du Dry January ». Face à la pression du lobby de l'alcool, le gouvernement se déroberait-il ? Pour Yannick Saura, psychiatre et addictologue à Bordeaux, la prévention des autorités contre les risques liés à l'alcool n'est pas la même que pour l'industrie du tabac : « L'augmentation du prix de la cigarette a été un facteur majeur dans la baisse de sa consommation. Des efforts restent à fournir pour l'alcool. On sent qu'il y a de gros enjeux financiers derrière ».

Le lobby de l'alcool s'avère réellement

puissant, dans un pays où les deux tiers des départements sont viticoles : « À Bordeaux, boire du rouge à table tous les soirs, ça paraît normal ». Yannick Saura tient à alerter sur cette banalisation de la consommation qui peut conduire à un comportement addictif. Contacté par nos soins pour évoquer les relations entre la filière vin et les questions de santé publique, le Conseil Interprofessionnel du Vin de Bordeaux n'a pas donné suite à notre demande. Avec 41 000 décès en 2015, la consommation d'alcool reste la première cause évitable de mortalité en France.

Victoria Berthet @Victoriabr



Pour le paracétamol, c'est derrière le comptoir

Depuis hier, la vente de paracétamol en libre-service n'est plus autorisée. Marie Tournamille, pharmacienne à Bordeaux, revient sur cette interdiction.

Le paracétamol et l'ibuprofène ne sont plus en vente libre. Que pensez-vous de cette réforme ?

C'est une très bonne chose : l'objectif est de protéger le patient. Jusqu'à maintenant, le libre accès au paracétamol ou à l'ibuprofène autorisait les malades à se servir seuls avant de passer en caisse. Ils étaient peut-être moins à l'écoute, persuadés de connaître le produit et la quantité à prendre. Le fait que le produit repasse derrière le comptoir oblige le pharmacien à réexpliquer l'utilisation du médicament et les dangers qui y sont liés. C'est un contrôle de plus qui ne peut être que bénéfique pour tous.

Est-ce un nouveau rôle pour le pharmacien ou retrouve-t-il celui qu'il avait perdu au fil du temps ?

Ici, on a toujours essayé d'accompagner au maximum. Mais on peut dire qu'on revient à un vrai métier de conseiller qui est primordial. On reprend le contrôle total ou quasi-total sur un produit du quotidien consommé par nos patients. Le libre-service avait un peu effacé cette partie de notre métier. Lorsque je vois le taux de greffe du foie exploser aux États-Unis parce que le paracétamol est en libre accès dans les grandes surfaces, je suis bien contente d'habiter en France et d'y être pharmacien.



© Quentin Bral

Le paracétamol est-il, malgré tout, conseillé par les pharmaciens ?

Bien entendu nous le proposons si l'état du patient s'y prête. S'il est autant utilisé par le grand public, c'est parce que ce traitement anti-douleur est la première molécule proposée par les médecins. Après, ce n'est pas la solution à tout. Le paracétamol est dangereux en cas d'abus.

À nous de proposer des alternatives non-médicamenteuses. Par exemple, la jeune femme qui a des douleurs dans le bas du ventre peut « mettre du chaud » plutôt que de prendre des anti-douleurs.

Que va changer la fin du libre-service pour votre pharmacie ?

Un patient qui souffre ou qui a de la fièvre demandera malgré tout du paracétamol ou de l'ibuprofène... Limiter les excès revient à limiter les ventes. Peut-être qu'elles baisseront un peu mais ce qui est certain, c'est que les gens n'arrêteront pas de se soigner.

Quentin Bral @Quentin_Brl